

Primaires ou Mélenchon, il faut choisir

- Patrice Gravoin - 75

Primaires ou Mélenchon, il faut choisir

« *Poursuivons le combat pour une France insoumise et fière de l'être.* »
Marie-George Buffet, 11 février 2016

Notre congrès doit être l'occasion de faire face à une situation inédite. Jamais la France n'a compté autant de chômeurs. Jamais l'extrême droite n'a obtenu autant de voix qu'aux élections régionales de décembre 2016. Jamais ce qu'il était convenu d'appeler « la gauche » ne s'est trouvé autant en situation de disparaître par la politique mènent ceux qui gouvernent en son nom.

Pour notre parti aussi, l'heure est plus que grave. Les défaites municipales, départementales, régionales ont aggravé le recul électoral. Le Front de Gauche, instrument formidable de la campagne de 2012 ne tient plus que par la peinture : aucune déclaration commune, aucune action commune comme le furent par exemple les manifestations contre le traité budgétaire européen, la hausse de la TVA, l'austérité en Europe ou pour la 6^e République le 18 mars 2012 ou le 5 mai 2013.

Nous sommes à la croisée des chemins. On n'évitera pas la catastrophe par les remèdes du passé. Il faut inventer. Avec ce que cela compte d'enthousiasme, de créativité mais aussi de risque, de pari. Etre utile est à ce prix. Survivre aussi. Au lieu de cela, la direction a décidé de s'enfermer dans une discussion sur des primaires improbables. Le danger est grand de devoir au final soutenir un candidat PS voire Hollande lui-même. Jean-Luc Mélenchon a profité de l'occasion pour avancer sans nous attendre. Réagissons pendant qu'il en est encore temps. Voyons que Mélenchon a « *proposé* » sa candidature et discutons de comment répondre à cette proposition pour construire une campagne populaire faisant une large place à l'idée communiste et au PCF. Il est encore temps !

1. La montée des périls

En Europe, en France, pour le monde du travail comme pour la paix, les périls s'accumulent.

a. En France et dans le monde : la paix maintenant !

Les attaques terroristes de janvier et novembre 2015 ont plongé le pays dans l'horreur. Le gouvernement en a profité pour renforcer l'arsenal répressif avec l'état d'urgence prolongé déjà deux fois, jusqu'au 26 mai, avant sans doute une troisième fois pour l'euro de Football en juin. Les parlementaires PCF ont voté contre la deuxième prolongation de l'état d'urgence et son inscription dans la constitution. Ouf ! Avoir voté la première prolongation était une grave faute surtout quand notre secrétaire national s'abstenait de son côté au Sénat ! Quelle cohérence ?

Valls et Hollande ont aussi profité des attentats pour essayer d'étouffer la droite en reprenant l'idée d'extrême droite de déchéance de nationalité pour les binationaux. Les dégâts sont considérables. L'assimilation du danger terroriste à l'islam et son cortège d'agressions contre les musulmans ne suffisait pas. Le gouvernement y a ajouté une suspicion généralisée des binationaux et des étrangers alimentant la xénophobie et le racisme au lieu de rassembler le peuple français sur la défense des principes républicains et démocratiques.

Hollande a même accéléré encore l'escalade guerrière : Syrie, Irak, Mali, Centrafrique... François Hollande fait la guerre partout ! Le parlement est systématiquement mis devant le fait accompli. Les buts et les alliances de ces guerres ne sont jamais discutés (Qatar, Arabie Saoudite.). De toute façon, c'est l'OTAN qui décide ! La France ne dit rien non plus contre la colonisation israélienne en Palestine, elle laisse Israël empêcher une française, Elsa Lefort, circuler librement sans réaction du gouvernement français. Face à ces logiques de guerre ici et là-bas, la journée pour la paix prévue en ouverture du congrès doit être un moment fort d'internationalisme et de pacifisme.

b. En Europe : austérité et autoritarisme

L'Europe s'enfoncé chaque jour dans une forme austéraitre, combinant austérité et autoritarisme. La pente était prise de longue date. Elle s'est considérablement accentuée depuis ces dernières années. Le référendum de 2005 a été bafoué. Le traité budgétaire a été imposé sans renégociation. La Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande ont subi une cure d'austérité sans précédent. Le gouvernement Syriza d'Alexis Tsipras a fini par céder face au coup d'Etat financier de la BCE, du FMI, de l'UE et des Etats européens dont la France et l'Allemagne. Malgré une lutte admirable du peuple grec et le référendum du 5 juillet, la troïka a imposé ses exigences : baisse des retraites, hausse de la TVA, privatisations... Depuis, Syriza s'est divisé, le gouvernement Tsipras doit faire face à des journées de grèves générales et la renégociation de la dette, promise pour novembre 2015, n'a toujours pas commencé.

Rien ne semble pouvoir arrêter cette logique folle. Même le gouvernement portugais, pourtant dirigé par le PS et qui s'est engagé à ne pas remettre en cause les traités européens, est sous la menace permanente. La Commission européenne n'a accepté son budget 2016 qu'en exigeant des modifications. Elle poursuit sa surveillance. Et à tout moment, il suffit d'une dégradation de la note de la dette publique par une agence de notation pour que la BCE exclue le Portugal de son programme de rachat d'actifs financiers, replongeant le pays dans la tourmente.

De nouveaux verrous sont en préparation pour étouffer la voix des peuples. D'abord le TAFTA, accord de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis. Il donnera tout pouvoir aux multinationales leur permettant même d'échapper à la justice nationale. Il menace nos paysans, nos droits sociaux, nos règles sanitaires et écologiques, nos industries. La négociation est censée s'achever en 2016 pour une ratification en 2017. Dans le même temps, les 5 présidents

de l'UE et la Commission proposent de travailler à la rédaction d'un nouveau traité européen. Leur objectif ? Rendre encore plus contraignante l'austérité budgétaire et les réformes structurelles. Ce traité serait mis en chantier fin 2016-début 2017. Comme en 2005, notre parti doit engager la bataille contre ce projet et amplifier celle contre le TAFTA. Ce sont deux domaines où un front de large rassemblement est possible avec des syndicats, associations, partis politiques, citoyens. Ce sont deux mauvais coups qui aggraveraient encore la crise dans laquelle se trouvent le pays et le monde du travail.

c. Un bilan social désastreux qui appelle une riposte d'ampleur

La crise est là. Plus que jamais. Les faits le disent : on vit encore plus mal sous Hollande qu'avant ! Chaque mois est battu un nouveau record de chômeurs. On compte près de 4 millions de chômeurs sans aucune activité et 6 millions d'inscrits à Pôle emploi au total ! La durée de cotisation pour la retraite a été allongée à 43 ans condamnant les salariés de plus de 50 ans au chômage aujourd'hui et à des retraites de misère demain.

Et c'est dans cette situation qu'arrive la nouvelle réforme du code du travail Hollande/El Khomri/Macron. Cette réforme c'est travailler plus et gagner moins. C'est toujours moins de protection pour les salariés et toujours plus de pouvoir pour le patronat. Le chantage des accords « de maintien de l'emploi », l'augmentation de la durée de travail pour les apprentis, les salariés et y compris les cadres. C'est les heures supplémentaires comptées sur 3 ans, c'est-à-dire la baisse des salaires !

Pendant ce temps, Gattaz et le patronat encaisse les 40 milliards du pacte de compétitivité et de responsabilité sans aucune contrepartie. Il avait promis 1 millions d'emploi, on aura bientôt 1 million de chômeurs de plus ! Et le mouvement social et la lutte syndicale sont toujours plus criminalisés. Hollande et Taubira avaient refusé l'amnistie des syndicalistes en 2012. Ils ont fait condamner les Goodyear à 9 mois de prison ferme. Avant, Valls avait traité les salariés d'Air-France de « voyous ».

Face à ces attaques, la riposte sociale n'a pas été à la hauteur jusqu'à présent. Le 4 février, les rassemblements pour les Goodyear étaient puissants mais loin de ce qu'il faudrait. Le 27 mai, le procès des salariés d'Air-France doit donner lieu à une démonstration de force, une riposte sociale d'ampleur. Le parti et ses militants devraient s'y engager pleinement en lien avec la CGT et les autres organisations syndicales.

La politique internationale, européenne, économique et sociale de François Hollande fait peser des menaces terribles sur la situation politique en France. Il faut se préparer à y faire face et non se laisser engluer dans un processus de primaires qui pourrait amnistier Hollande.

2. 2017 : identifier les dangers pour mieux les conjurer

a. La fin de « la gauche » en France comme en Italie Pologne etc. ?

Le premier dégât politique de la période, c'est la déroute idéologique pour la gauche. Sarkozy avait déjà fait très mal en matraquant ses thèmes contre « l'assistanat », pour « l'identité nationale », contre le « coût du travail ». Mais

au lieu d'y répondre, le PS valide chaque jour ce discours et va même plus loin dans sa mise en œuvre. La victoire idéologique de la droite et même de l'extrême droite sur la déchéance de nationalité est très grande.

Elle se double d'un affaiblissement très net de la gauche du point de vue électoral. Municipales, sénatoriales, européennes, départementales, régionales, la « gauche » perd toutes les élections à cause de Hollande et de sa politique. Il y ajoute la mesquinerie en expliquant que Claude Bartolone a perdu en Ile-de-France à cause de son alliance avec EELV et le FDG.

Dans ces élections, le Front de Gauche n'a pas su transformer la dynamique de 2012. Chaque parti a repris ses billes. Les sympathisants qui ne voulaient pas s'encarter sont repartis chez eux, déçus qu'on ne leur fasse pas de place, et par le zigzag et les divisions stratégiques. Sans compter les militants dégoûtés par les alliances avec le PS au 1^{er} tour des municipales ou au 2^e tour des régionales. Au-delà de ces débats, la ligne de fracture est passée à l'intérieur même du parti illustrant un profond débat. On ne refait pas l'histoire mais il n'est pas bon de l'oublier non plus.

Le risque désormais est que 2017 se résume à un match à trois entre Le Pen, la droite Juppé/Sarko et Hollande. Hollande sera candidat et s'il ne l'est pas, Valls le sera à sa place. C'est la logique de la 5^e République : il ne faut pas s'illusionner là-dessus. Comment empêcher ce piège et faire entendre la voix originale des communistes, des socialistes en rupture, des progressistes, la voix des travailleurs et du peuple de gauche ?

b. « La gauche », qu'est-ce que c'est ?

Certains voudraient arrêter de réfléchir. Pour eux, le risque est trop grand qu'il n'y ait « pas de candidat de gauche au 2^e tour de la présidentielle » pour discuter de quoi faire. Que nous propose-t-il ? Rallier Hollande ? Se ranger derrière le PS dans une « gauche plurielle » remaniée ?

Mais encore faudrait-il être d'accord sur ce qu'on entend par un candidat « de gauche » ! Certes, plusieurs socialistes et écologistes critiquent la politique actuelle. Encore heureux qu'il en reste avec des convictions ! Mais faut-il prendre des vessies pour des lanternes ? Qu'attendent-ils pour rompre avec le PS ? Ils n'ont pas eu le courage de le faire depuis 2012. Auront-ils le courage de le faire à quelques mois des investitures pour les législatives de 2017 ? Ceux qui sont prêt à aller au bout sont les bienvenus. Mais on ne peut pas attendre qu'ils se décident pour agir !

Les communistes ont montré qu'ils pouvaient soutenir un candidat qui ne venait pas du parti. Mais sur un programme partagé et une ligne politique commune. Où sont ce programme et ces principes communs avec le PS et Hollande ? On ne peut pas être avec les Goodyear et Air-France et avec ceux qui les insultent et les poursuivent ! On ne peut pas être avec les salariés et avec Macron, El-Khomri et Gattaz qui cassent le code du travail ! On ne peut pas être contre les traités européens et avec Cohn-Bendit ou Duflot qui les soutiennent ! On ne peut pas être pour la république et avec ceux qui votent la déchéance de nationalité !

c. Le piège des primaires

C'est là que les primaires « des gauches et des écologistes » sont un piège. Soit tout le monde se met d'accord sur un programme, ce qui est totalement improbable, et ça tournera au pugilat de personnes. Soit il n'y a aucune base commune et le candidat vainqueur imposera sa ligne à tous les autres. Qui peut croire que Hollande, Valls, Macron et compagnie accepteront un accord qui critique leur bilan, ou plus gros encore soutiendront un candidat qui s'oppose à leur politique ? De toute façon, la victoire à la primaire permet de s'affranchir de tout accord politique. On l'a vu avec Hollande en 2012 qui a successivement passé par dessus bord l'accord PS-EELV puis le projet PS lui-même pour n'en faire qu'à sa tête.

Au passage, la primaire renforcerait tout ce que nous dénonçons dans le système politique actuelle : la personnalisation, la présidentialisation, la confiscation du débat par les sondeurs, les communicants et les grands médias. En plus, les rares analyses sur la primaire PS de 2012 ont montré que les primaires ne sont pas des votes « populaires ». Ce sont surtout des votes bourgeois mobilisés : on vote plus dans les centres urbains où il y a plus de bureaux de vote que dans les zones rurales ou ouvrières. Les ouvriers, les employés, les chômeurs votent moins que les professeurs d'université et les cadres etc.

Sans parler de la remise en cause de la souveraineté des communistes sur le choix du candidat du PCF. Dans une telle primaire, y aurait-il un candidat du PCF ? Qui le choisirait ? Et pourquoi accepterions le vainqueur alors que nous n'avons jamais voté pour lui ? Et se retrouvera-t-on ensuite avec un candidat qui a obtenu 6% et qui décide de la ligne politique comme Manuel Valls après 2012 ? La primaire serait le cercueil du PCF et de l'idée d'une voix originale à gauche. Demain, on nous imposera la primaire pour les législatives, y compris pour les sortants communistes. Après-demain, on nous imposera la primaire pour les municipales, y compris dans les mairies PCF. Et petit à petit, notre parti perdra le droit de se présenter au 1^{er} tour des élections, n'étant plus qu'un supplétif du PS. Même Robert Hue et les liquidateurs du PCF n'avait pas osé une telle idée !

Le seul but de cette primaire est d'amnistier Hollande et le PS de leur politique. De montrer que, à la fin des fins, ils sont quand même un peu de gauche. Et obtenir ainsi qu'aucun autre candidat ne remette en cause leur orientation devant les électeurs au 1^{er} tour de la présidentielle. Participer à une telle primaire, ce serait se couper encore plus des milieux populaires et se lier un peu plus au boulet PS. Déjà, dans le cadre de la discussion, notre parti participe à des réunions avec la direction du PS comme le 18 février. Où veut-on conduire les communistes ? Veut-on leur imposer par une « primaire », de se ranger derrière un candidat PS ? Marx et Engels écrivaient dans *Le Manifeste du parti communiste* que « Les communistes dédaignent de dissimuler leurs conceptions et leurs desseins ». On ne peut malheureusement pas en dire autant aujourd'hui !

3. 2017 : Plutôt Mélenchon que les primaires !

La direction actuelle a enfermé le PCF dans la discussion dans les primaires avec le PS. Elle a laissé vide l'espace de la construction d'une candidature indépendante, communiste ou non mais héritière du FDG. Elle a refusé de travailler sérieusement à cette hypothèse. Du coup, Jean-Luc Mélenchon, fort de sa légitimité de 2012 et de sondages flatteurs, n'avait plus que le choix d'avancer avec son propre agenda. Avait-il le choix? Nous sommes désormais coincés par les choix de la direction. Mais nous pouvons encore joué un rôle central dans l'élection de 2017.

a. Défendre l'idée d'une candidature alternative au PS en 2017

On ne fera pas reculer la désespérance, la résignation et le FN en se rangeant derrière le PS ou en combinant avec lui. Les élections de 2017 doivent être l'occasion de proposer une alternative au monde du travail, aux quartiers populaires et aux millions de chômeurs et précaires de notre pays. Cela ne peut se faire que par une candidature distincte du PS au 1^{er} tour de la présidentielle comme nous le faisons aux élections législatives. L'histoire montre d'ailleurs que la présence de plusieurs candidats n'empêche pas de battre la droite et l'extrême droite (1981, 1988, 2012). Ce qui fait perdre la gauche, c'est les renoncements, les reniements du PS et l'absence de projet fédérateur. L'absence de choix à gauche n'augmentera pas les voix du PS. Elle augmentera seulement le nombre d'abstentionnistes et de dégoûtés. Elle ne préparera pas les combats futurs alors qu'une campagne est l'occasion de développer nos idées, de convaincre, d'entraîner et d'organiser une force comme nous l'avons fait avec le Front de Gauche en 2012. Et elle dévastera notre parti et donc notre camp pour des dizaines d'année, voire pire.

De plus, l'affirmation du PCF pour une candidature alternative au PS est une condition indispensable à l'unité de notre camp. Ce n'est pas suffisant comme on l'a vu en 2007. Mais c'est nécessaire.

b. Mélenchon incontournable

De toute façon, il y aura une candidature à gauche de Hollande. Laisserons-nous cet espace occuper par d'autres que nous ? Mélenchon s'est engouffré dans la brèche. Il n'y a qu'Olivier Dartigolles pour avoir été surpris ! Il avait annoncé plusieurs fois « se préparer » ou « être disponible ». La date de sortie de son livre était connue depuis des semaines et même le *Journal du dimanche* attendait l'annonce pour le 15 février. Il aura juste proposé sa candidature 5 jours plus tôt.

Il l'a fait sur TF1, au 20h, où notre parti n'est jamais invité, preuve de sa force. Force médiatique ? Sans aucun doute mais nous étions bien contents de la trouver en 2012. 2012, c'est de la que vient la force de Mélenchon. Des 4 millions de voix qu'il a recueillis au nom du Front de Gauche. De la Bastille du 18 mars. Des meetings de Toulouse et Marseille. Du programme l'Humain d'abord. Où notre parti a su prendre toute sa place ! C'est sur cette base qu'il a déjà recueilli plus de 44 000 soutiens à sa candidature sur son site jlm2017.fr.

C'est populiste ? C'est une démarche personnelle ? C'est vrai. Mais qu'a fait la

direction du parti pour proposer autre chose ? A-t-on proposé aux forces du FDG un calendrier et une méthode pour décider collectivement d'une candidature ? Pourquoi n'a-t-on jamais proposé d'actualiser l'Humain d'abord que Mélenchon reprend sur son site ? Pourquoi s'être lancé tête baissée dans la primaire ? Si Hollande gagne la primaire, ferons nous campagne pour Hollande contre Mélenchon qui fut notre candidat en 2012 ? Ou bien va-t-on attendre encore des mois pour finalement rallier piteusement la candidature Mélenchon, une fois son programme ficelé et en position de faiblesse pour discuter des législatives ?

Déjà, plusieurs leaders syndicaux de la CGT Air-France ou Arcelor-Mittal Florange soutiennent sa candidature parce qu'ils pensent qu'il ira au bout et qu'il sera le seul à porter leur voix. Que dirons-nous à ces camarades ?

c. Investir la campagne Mélenchon pour faire vivre l'idée communiste

Le train est parti. Nous connaissons assez Mélenchon pour savoir qu'il ne s'arrêtera pas. Monterons-nous dans la locomotive ou serons-nous traînés derrière ? Heureusement que Marie-George Buffet notamment a pris soin de ne pas injurier l'avenir et de tendre la main.

Il y a urgence à sortir par le haut de cette situation. Mélenchon sait que l'appui du PCF, de ses milliers d'adhérents, de ses élus, donnerait à sa candidature une force bien plus grande. D'ailleurs, il a « *proposé* » sa candidature.

À nous de faire des propositions pour reprendre la main :

- Sur le slogan : celui de Mélenchon « *La France insoumise* » permet aux syndicalistes de se sentir à l'aise. Mais à nous de remettre en avant « *l'humain d'abord* » pour dire aussi ce que nous voulons et pas seulement ce que nous sommes.

- Sur le programme : disons « chiche ! » à l'actualisation de *l'humain d'abord*, versons nos idées au débat pour l'enrichir, le préciser, le corriger. Portons y les idées communistes, par exemple pour donner de nouveaux droits aux salariés et aux syndicats dans les entreprises, pour protéger et développer les « communs » contre la finance, l'égoïsme et le racisme. Rappelons que notre pays est dévasté par les discriminations.

- Sur l'articulation avec les législatives avec une campagne liant la candidature présidentielle et les 577 candidats aux législatives

- Sur la construction d'une campagne collective avec plusieurs porte-parole, avec plusieurs intervenants dans les meetings comme en 2012

Camarades, il y a urgence si nous voulons construire un autre futur et que le PCF y joue un rôle. Le congrès sera l'occasion d'en débattre. Mais il devra aussi trancher. Nous ne pouvons pas attendre l'automne pour entrer en campagne comme le proposent les partisans de la primaire. Nous devons être prêt à la rentrée, pour faire de la fête de l'Humanité un grand moment de débat et de luttes. Nous ne pouvons traverser cette fête sans avoir choisi entre Cohn-Bendit et Mélenchon, entre Hollande et la *France insoumise*.

Comme l'écrivaient Marx et Engels,

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un

idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes".